

Brochure n° 3104

**Convention collective nationale**

IDCC : 176. – **INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

AVENANT DU 26 JANVIER 2007

RELATIF À L'APPRENTISSAGE

NOR : ASET0750334M

IDCC : 176

Entre :

Les entreprises du médicament (LEEM),

D'une part, et

La fédération chimie-énergie (FCE) CFDT ;

La fédération des cadres de la chimie CFE-CGC ;

La fédération chimie, mines, textiles, énergie CFTC ;

La fédération nationale des industries chimiques CGT ;

La fédération nationale de la pharmacie FO ;

Le syndicat national professionnel autonome des délégués visiteurs médicaux (SNPADVM) UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Conformément aux dispositions de l'accord collectif du 19 mars 1996, les parties signataires se sont réunies afin d'examiner les orientations relatives au développement de l'apprentissage dans la branche.

Après cet examen et au vu de l'avis de la commission paritaire nationale de l'emploi des industries de santé du 6 décembre 2006, elles conviennent des dispositions suivantes :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'accord collectif du 19 mars 1996 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les parties signataires soulignent à nouveau les bonnes conditions d'insertion dans l'entreprise qu'offre l'apprentissage ainsi que la qualité de la formation ainsi acquise. Elles rappellent que de bonnes conditions d'accueil des apprentis favorisent cette insertion.

Elles constatent que l'apprentissage permet désormais d'accéder aux divers niveaux de qualification existant dans la branche et considèrent en conséquence que cette voie, à côté des contrats de formation en alternance, doit constituer un des moyens privilégiés d'insertion professionnelle des jeunes dans l'industrie pharmaceutique par l'acquisition d'une qualification.

Notamment, le recours à l'apprentissage paraît particulièrement approprié pour l'accès :

- aux métiers de la production (exemples : opérateurs et techniciens, conducteurs d'installation, agents ou techniciens de maintenance ou de magasinage) ;
- à certains métiers de la recherche et du développement (exemples : agents et techniciens de laboratoires, techniciens de recherche) ;
- à certains métiers « transversaux » ou existant en support des différents secteurs d'activité des entreprises (exemples : métiers administratifs, commerciaux, bureautiques, informatiques) ;
- aux métiers de la visite médicale ;
- à certaines formations diplômantes telles que les diplômes supérieurs à bac + 2 dans les domaines scientifiques ou commerciaux.

De plus, dans un objectif de professionnalisation des enseignements, le secteur du médicament souhaite développer également l'apprentissage pour les formations supérieures, et particulièrement les masters professionnels des universités de pharmacie et de science, ainsi que les diplômes d'ingénieurs ».

## **Article 2**

### *Dépôt*

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 26 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)